

## Responsabilité et développement

*Michel Camdessus*

*Ancien directeur général du FMI  
Ancien président des Semaines Sociales de France  
Gouverneur honoraire de la Banque de France*

**Bernard Lacan** : Je ne vais pas faire une présentation car on ne présente pas Michel Camdessus, mais je voulais simplement dire quelques mots pour situer son intervention et pour lui dire que l'importance et la qualité de notre assistance témoigne de l'estime qui lui est portée et de l'intérêt que suscite son apport à nos travaux sur le thème « L'homme et la nature ».

Aujourd'hui, alors que nous nous interrogeons sur le défi « Responsabilité et développement », c'est-à-dire sur le rôle et le pouvoir de l'homme sur l'avenir de notre monde, je veux vous dire cher Président combien votre parcours et votre personnalité vous légitiment à tous égards pour communiquer avec autorité sur cette grande question et pour faire avancer notre réflexion.

En disant cela, je ne veux pas seulement évoquer le brillant parcours de compétences qui a été le vôtre à la tête des grandes Institutions au service de notre pays ou de la Communauté mondiale.

Chacun sait que vous avez été Gouverneur de la Banque de France, Directeur Général du Fonds monétaire international, Président du Comité monétaire de la Communauté économique européenne, pour ne citer que ces trois prestigieuses étapes.

Je veux aussi parler de votre autorité morale qui a été si déterminante pour l'influence des Semaines Sociales que vous avez présidé pendant six ans.

Vous faites aujourd'hui partie du groupe extrêmement restreint des personnalités qui sont consultées sur les grands défis du monde. Et votre présence de conseil au côté du Secrétaire Général des Nations Unies témoigne, s'il était besoin, de

votre rôle éminent dans la réflexion sur les défis du siècle.

Lors de l'entretien que notre Président et moi-même avons eu avec vous il y a quelques semaines, j'ai été impressionné par la lucidité de vos analyses, par l'humanisme qui les sous-tendait et j'ai trouvé – je le savais déjà – que votre compétence s'alliait avec une grande simplicité. Vous savez dire sans emphase, avec calme mais en termes profonds les problèmes de l'humanité et la part que les chrétiens doivent prendre dans des défis qui sont devenus universels.

Je voudrais dire aussi que nous sommes très sensibles à votre proximité affectueuse à l'égard de notre Académie.

Vous nous avez tout d'abord dit l'intérêt avec lequel vous suiviez les travaux de notre compagnie que vous considérez comme une sœur jumelle des Semaines Sociales, toutes deux à l'œuvre pour incarner le message chrétien dans le monde actuel.

Et votre amitié avec nous (et j'en terminerai par là) se nourrit également d'une autre source, plus personnelle, dont vous nous avez fait la sympathique confidence : la mère de votre épouse, Madame d'Arcy a longuement figuré parmi les membres de notre Académie. Elle était Vice-Présidente de l'Union féminine civique et sociale et sa présence régulière à notre Académie a fait en sorte que votre épouse a – et je reprends vos termes – *sucé depuis l'enfance le lait de l'AES à la mamelle maternelle*.

Communauté d'esprit et de sentiments, exceptionnelles compétences, belle assistance, tous les ingrédients d'un grand moment de réflexion et d'échanges sont maintenant réunis.

**Michel Camdessus :** Après ce que vous venez d'entendre, il est très difficile de se jeter à l'eau car je ne peux que vous décevoir. Je vais néanmoins profiter du caractère relativement intime de notre réunion pour jouer le jeu et essayer de répondre sans langue de bois à vos souhaits. J'ai bien compris que vous attendiez de moi une simple communication.

Je ne vais donc pas chercher à apporter une réponse philosophique, théologique ou de spécialiste de l'économie parce que je ne suis ni théologien ni philosophe et très peu économiste. Je vais essayer de vous dire ce que j'ai vécu et ce que je vis qui soit un peu en relation avec ce sujet « Responsabilité et développement » que vous m'avez assigné. C'est un très grand sujet. Je vais vous dire d'abord comment cette valeur qu'est la responsabilité a un beau jour pris une importance particulière à mes yeux et ce qu'elle m'a inspiré à des moments cruciaux de mon parcours international.

J'essaierai ensuite de voir comment elle s'applique, comment elle se décline comme on dit aujourd'hui : d'abord le changement de modèle de développement qui est en train de s'imposer à l'humanité, ensuite la question redoutable dont on est loin d'avoir fait le tour qu'est le changement climatique et, enfin, tout ce que ceci appelle d'améliorations de la gouvernance mondiale. Car il n'y a pas d'exercice sérieux des responsabilités sans dispositifs institutionnels crédibles.

### **Responsabilité**

Quand vous m'avez suggéré ce sujet, un événement m'est tout de suite revenu à l'esprit. C'est la chute du Mur de Berlin en novembre 1989. Dans l'euphorie qui a saisi le monde, les principales puissances économiques et politiques ont demandé au Fonds monétaire international que je dirigeais à l'époque, de coordonner les efforts internationaux de soutien au passage de ces pays de l'Est à l'économie de marché. On ne pouvait pas ne pas dire un « oui » enthousiaste à une telle mission. Avec les moyens du bord, on s'est donc lancé dans cette tâche. Nous avons consulté la terre entière, travaillé avec les uns et les autres, écouté et essayé de tenir compte des critiques et des mises en garde. Mais seuls deux hommes m'ont posé, presque dans les mêmes termes, la vraie question : « Vous mettez en œuvre les moyens de la communauté internationale pour aider ces pays à changer de régime politique et économique, c'est bien, continuez. Mais ce que vous êtes en train de faire, ce que vous allez faire, ce qu'on vous demande de faire, soyez-en sûr, ne suffit pas. Il s'agit de savoir sur quel socle de valeurs nous allons reconstruire

ces économies. » Ces deux hommes, vous en avez probablement déjà deviné le nom. L'un était le Pape Jean-Paul II qui m'avait prié de venir le voir peu après la chute du Mur de Berlin, et l'autre était Havel.

Après ces conversations, j'ai passé de nombreuses années à m'interroger sur les valeurs à proposer. Sur quelles valeurs construire un système économique ? Et j'entends encore le Pape me disant : « Si vous n'y arrivez pas, vous substituerez un matérialisme à l'autre. Peut-être que le nouveau système sera plus attrayant mais il demeurera un matérialisme ». C'était le moment où il était en train de préparer *Centesimus annus* et dans ses propos, bien des thèmes de *Centesimus annus* effleuraient déjà.

J'ai saisi bien des occasions d'aborder cette question en essayant de la situer dans une perspective mondiale. J'ai interrogé beaucoup de dirigeants, de ministres des Finances, lorsqu'ils pouvaient s'évader un instant de leurs soucis immédiats. Trois termes revenaient toujours dans nos conversations, au-delà évidemment de la défense de la dignité humaine : la responsabilité, la citoyenneté (qui n'est qu'une autre forme éminente de la responsabilité) et la solidarité. Il m'a semblé finalement - j'étais en train de découvrir l'oeuf de Christophe Colomb ! - que c'est sur ce couple de la responsabilité et de la solidarité que les économies peuvent et doivent se bâtir. La responsabilité appelle irrésistiblement la solidarité et, sans celle-ci, on ne voit pas comment un système de responsabilité pourrait effectivement se mettre à l'œuvre. Voilà les deux piliers d'une mondialisation humanisée. C'est donc ainsi que la responsabilité et la solidarité - comme sa sœur jumelle-, sont devenues les phares de mon système de référence. Il fallait en effet, me semblait-il, faire en sorte en toute occasion que ces deux valeurs qui s'appellent et s'épaulent l'une et l'autre soient mises en œuvre.

Il faudrait évidemment d'abord les définir. Je ne vais pas m'y risquer, vous êtes tous plus philosophes que moi. Mais laissez-moi vous rappeler la définition de la responsabilité qui m'a semblé la plus stimulante ; c'est celle de Ricœur qui a dit quelque part : « Responsabilité, prise en charge du plus fragile... ». Quiconque est appelé à contribuer un tant soit peu à la gouvernance du monde découvre bien vite que sa tâche est de gérer de la fragilité, prendre en charge de la fragilité. On le sait beaucoup mieux depuis le 11 septembre où l'Amérique a découvert sa propre vulnérabilité. On le sait encore mieux depuis la fin de l'année dernière où le rapport du GIEC, les travaux de Sir Nicholas Stern en

Grande-Bretagne, ont démontré que le changement climatique pose au monde rien moins qu'un problème de survie. La responsabilité, c'est la prise en charge du fragile au plan de nos pays, des structures que nous gérons. La crise des banlieues en France, par exemple, l'a bien mis en évidence. C'est vrai au plan mondial avec cette difficulté particulière qui résulte du fait que le monde n'a pas les structures institutionnelles qu'appelleraient les problèmes qui surgissent aujourd'hui. Il faut donc essayer de voir comment ce principe de responsabilité doit se déployer. Sans mauvais jeu de mots, il y a d'abord, de toute évidence, une responsabilité de l'universel à assumer. L'homme est désormais responsable de l'universel.

Cette responsabilité est universelle. Autant la responsabilité de l'universel est d'abord une responsabilité des États et des organisations internationales, autant la responsabilité ne s'arrête pas à ce niveau ; tous y sont appelés : entreprises, institutions financières, ONG et aussi chacun d'entre nous.

### **Responsabilité de l'universel**

C'est évidemment d'abord la tâche des gouvernements dans tout ce qu'ils font, à commencer par la gestion de leur propre pays. Tout le monde sait que dans un monde aussi intégré, aussi interdépendant que le nôtre, toute politique économique nationale a un impact sur celle des pays voisins. Des erreurs dans un pays - même dans un tout petit pays - peuvent avoir un impact universel. J'ai cité mille fois la crise asiatique. Un pays d'Asie relativement petit, la Thaïlande, a commis de graves erreurs dans sa gestion macro-économique pendant trois ans. Cela l'amène en juillet 1997 à l'état de cessation de paiements et par un jeu de ricochets, c'est Hong Kong, c'est la Corée, c'est l'Indonésie, c'est la Russie, c'est le Brésil, c'est l'Argentine qui sont déstabilisés. Certes, les efforts de coopération internationale sont parvenus à maîtriser cet enchaînement, mais on voit bien comment, par les effets de contagion qui se sont d'ailleurs répétés en tant d'autres occasions, les erreurs ou les succès de chacun ont un impact universel qui devrait être pris en considération au moment où quelque gouvernement que ce soit arrête ses politiques.

Cette responsabilité va au-delà. Nos pays, en particulier les plus grands, ont une responsabilité de l'universel qui les invite à surveiller tous les phénomènes qui se produisent au plan de l'économie et de la finance internationale. Si le monde traverse aujourd'hui une crise financière grave dont le coût humain va être très lourd, elle

est imputable, en partie, à un grave défaut de vigilance. Cette crise est la crise de trop. Elle aurait pu être évitée si les gouvernements avaient continué, une fois la crise asiatique réglée, leurs travaux de renforcement de l'architecture économique mondiale qui, pendant la crise, avaient été lancés.

Mais il faut reconnaître (c'est peut-être l'une des expériences qui m'a le plus marqué pendant mon séjour au Fonds monétaire international) que les gouvernements s'engagent à mettre en chantier des réformes énergiques lorsque les crises éclatent, mais dès qu'elles s'estompent, l'effort de réforme s'affadit. Dès que l'euphorie revient, on n'en parle plus et vous vous retrouvez, dix ans après la crise asiatique, dans la situation d'août 2007, où l'inattention générale à des phénomènes pourtant d'une imprudence criante nous a amenés là où nous sommes. Donc, responsabilité de l'universel, responsabilité de vigilance, que malheureusement les gouvernements de nos pays n'assument pas suffisamment et ne laissent pas assumer autant qu'il le faudrait par les organismes multilatéraux qui sont à leur disposition pour cela et dont ce serait normalement la charge.

Dans un monde interdépendant, le devoir de responsabilité en vue du développement (mais d'abord en vue du fonctionnement harmonieux de l'économie mondiale) implique l'excellence dans la conduite des politiques économiques de tous nos pays et la vigilance sur le fonctionnement d'ensemble du système et la manière dont les pays les plus pauvres progressent vers le développement. J'y reviens dans un instant.

Mais n'oublions pas que cette responsabilité de l'universel est une responsabilité universelle. Plus on va vers un monde intégré, de plus en plus globalisé, plus on se rend compte que les États n'ont pas l'exclusivité de la recherche du bien commun. On se rend compte ainsi que la responsabilité du citoyen est aussi responsabilité de l'universel. Sa citoyenneté est finalement un autre nom de la responsabilité. Elle peut s'exercer à travers les entreprises, à travers les institutions financières, à travers l'action des organisations non gouvernementales ou à travers l'exercice, trop rare en France, par chaque citoyen de son devoir d'interpeller ceux qui gouvernent et qui prennent parfois, au nom de leurs pays, des engagements internationaux trop vite oubliés.

### **Le développement**

Le monde, aujourd'hui, tire enfin les premières leçons des cinquante ou soixante premières années pendant lesquelles il a pris conscience de la responsabilité partagée du développement. Nous l'avons trop vite oublié, le souci du

développement n'est apparu qu'après-guerre. Ceci explique tous les tâtonnements de cette seconde partie du XX<sup>e</sup> siècle autour de ces questions. Le monde est passé par des approches successives du développement, par des visions très différentes de ce qu'il y avait lieu de faire. Ce n'est que dans les dernières années du XX<sup>e</sup> siècle qu'on s'est rendu compte que toutes les expériences qui avaient été conduites - plus ou moins inspirées par l'idée d'assistance puis de coopération au développement - n'avaient pas donné grand chose, parce qu'elles n'avaient pas permis une véritable appropriation de ces politiques par les pays en développement eux-mêmes. Quelque chose de très important s'est passé aux Nations Unies lorsqu'en 2001/début 2002, à la suite de la grande conférence de Monterrey au Mexique sur « le financement du développement », le monde a décidé de substituer au concept de "coopération pour le développement", le concept de "partenariat". Vous allez me dire : changement de langage, rhétorique que tout cela ! Il n'en est rien, en tout cas si l'on prend les mots au sérieux.

Il se trouve que le Secrétaire général des Nations Unies m'avait demandé au début de 2001 de faire un tour du monde avec le Ministre des finances de l'Afrique du Sud pour essayer de faire admettre et comprendre ce passage de la coopération au partenariat par les principaux acteurs de la communauté internationale. Nous avons rencontré les uns et les autres, expliqué pourquoi ce changement s'imposait et qu'il fallait l'inscrire dans les résolutions essentielles des Nations Unies. Un ami africain m'a très bien dit comment il voyait ce changement : « *Écoute, c'est très simple. Quand tu es dans le registre de la coopération, en fait c'est de l'assistance ; il se passe ce qui se passe toujours : c'est que la main qui donne est toujours au-dessus de la main qui reçoit. Tandis que si vous êtes sérieux, si nous sommes sérieux en matière de partenariat, ce ne seront pas deux mains au-dessus l'une de l'autre, mais deux mains qui s'attelleront ensemble au même travail, la poursuite du bien commun universel.* » C'est exactement de cela en effet qu'il s'agit.

Je suis tenté ici de vous raconter une autre anecdote. Vous savez bien comment fonctionnent les Nations Unies ; elles élaborent des textes qui sont traduits, soumis à des juristes, à des linguistes, etc. À l'instant le plus décisif, c'est-à-dire dans la nuit précédant le moment où les délégations allaient adopter ces textes, je me suis rendu compte que le mot "partenariat" qui établit cette égalité, cette vraie symétrie là où il y avait asymétrie entre les partenaires, avec ce que ceci implique d'écoute mutuelle, d'acceptation par

chacun du regard critique de l'autre sur ce qu'il fait, ne se traduisait pas dans une des langues la plus importante du monde : il n'avait pas d'équivalent en espagnol. Le seul mot que l'on pouvait trouver en espagnol était le mot *alianza*, alliance. Or, pour quiconque a étudié un peu l'histoire diplomatique du monde, le mot "alliance" évoque des réalités bien différentes. Il y avait de quoi être embarrassé parce que les textes étaient prêts, imprimés ; il fallait signer.

Quelques jours après, j'ai eu la chance de rencontrer, dans une conférence tout à fait différente, l'archevêque de Canterbury. Comme la conversation s'y prêtait, je lui ai expliqué mon trouble. « *Nous avons contribué à faire émerger un concept dans la communauté internationale, c'est le concept de partenariat appliqué au développement, mais en espagnol cela ne se traduit que par « alliance ». Ce n'est pas possible !* ». Il me répondit : « *Mais vous n'y êtes pas du tout. En bon chrétien, vous devriez être enchanté ! Si votre partenariat est à l'image de l'Alliance entre Dieu et les hommes, tout y est ! Ce partenariat pourra être un moyen de cheminer vers cette civilisation de l'Amour que, depuis Paul VI, les catholiques vous prêchent à temps et à contretemps* ». Je suis parti de là rassuré et convaincu qu'il faudrait veiller à ne pas laisser se galvauder ce concept.

Un des premiers chantiers qui se soient imposés pour sa mise en œuvre a été celui des objectifs du millénaire. Je ne vais pas vous faire l'offense de vous dire ce que sont les objectifs du millénaire, le premier d'entre eux étant la réduction de moitié de la pauvreté absolue dans le monde, c'est-à-dire du nombre des personnes qui ont moins d'un dollar par jour (un dollar de 1990) pour vivre : à ce moment-là, un peu plus de 1 milliard de personnes. Il s'agissait donc, Nord et Sud ensemble de joindre nos mains pour faire en sorte que ces objectifs soient atteints.

Quelques mois après, il y a eu à Kananaskis au Canada, dans les Montagnes Rocheuses, un sommet du G8. Le G8 était saisi d'une demande unanime de l'Union africaine lui offrant d'entrer dans un partenariat pour le développement de l'Afrique par lequel elle s'engage à appliquer les politiques macroéconomiques et structurelles saines, à lutter contre la corruption, à promouvoir la bonne gouvernance et la démocratie, et le G8 à soutenir ces progrès. Le G8 a accepté d'entrer dans ce partenariat et s'est engagé « *à faire en sorte qu'aucun pays d'Afrique qui ferait tout ce qu'il peut pour gérer convenablement ses politiques - macroéconomiques, de lutte contre la corruption pour la bonne gouvernance - ne soit empêché de réaliser les objectifs du millénaire (en*

*matière de santé et d'éducation, de développement économique) par manque de moyens financiers* ». Ce nouvel accord était une bonne tentative de mise en œuvre des principes du partenariat. C'est ce que l'on appelle le NEPAD<sup>1</sup>. Les Africains de leur côté ont tenu parole. Ils ont mis en place, en particulier, une structure d'examen par les pairs du même type que ce qui existe à l'OCDE entre les pays industriels ou au Comité monétaire du Marché commun où chacun examine ce que font les autres et où l'on s'encourage mutuellement à faire mieux.

Les Africains ont mis en place une telle procédure « d'examen par les pairs ». Elle est facultative mais 26 pays s'y soumettent. Ceci s'est traduit par des progrès considérables dans la gestion économique de l'Afrique. De notre côté, en revanche, nous sommes loin de remplir notre contrat. Nous avons fait de grands progrès dans le sens de l'augmentation de l'aide publique au développement pendant quelques années grâce à des opérations de réduction de dettes, mais ceci a masqué une stagnation des autres formes d'aide publique au développement. Aujourd'hui, il n'y a plus de dette dans un grand nombre de pays africains et nous n'avons pas su mettre en place avec leur aide des projets d'infrastructures, de développement humain, d'école, de santé, etc. qui nous permettraient de progresser dans la prise en charge des financements qui leur manquent et nous allons voir que l'aide publique au développement de la France va très sérieusement se rapprocher, comme nous l'avions promis, du fameux 0,8 % du PIB pour 2012. Ce qui veut dire que nous devons faire dans ce domaine-là aussi un énorme sursaut et que nous devons, nous, hommes et femmes d'influence chrétiens, pousser un très sérieux cri d'alerte.

Comme aujourd'hui, le stock de dettes à réduire a sensiblement diminué ; nous nous éloignons de l'objectif que nous nous étions assigné d'atteindre, 0,7 % du PIB d'aide publique au développement en 2012. Après avoir atteint 0,47 % en 2006, nous ne serons plus qu'à 0,39 % en 2007. Ceci se passe à un moment où, en réalité, le contexte africain pour le développement change d'une façon radicale. Vous vous en rendez certainement compte. Nous sommes habitués à parler en termes de Nord riche et de Sud pauvre. Mais aujourd'hui, où est le Nord ? où est le Sud ? Quand Tata achète Jaguar, quand Mital rachète Arcelor, quand Wall Street est sauvée de la déroute financière par les fonds souverains de

Singapour ou du Golfe et de quelques autres, où est le Nord, où est le Sud ?

J'étais dernièrement à Rabat à une réunion de financiers internationaux qui réfléchissent à la manière dont on peut accroître les investissements financiers privés en Afrique pour continuer à stimuler le développement. Il y avait là des gens venus de Wall Street et des grands centres financiers du monde. Quelle était la conclusion générale ? Que tout allait très mal partout dans le monde. Quand il n'y a plus de marché pour beaucoup d'actifs financiers parce qu'il n'y a pas de liquidités, parce qu'il n'y a pas de transactions, comment établir le bilan des institutions les mieux établies ?

Dans ce contexte-là pour parler dans le jargon des financiers, le nouveau refuge, ce sont les valeurs africaines ! C'est évidemment un changement prometteur. Mais gardons-nous de toute illusion. Il reste qu'il y a un Sud. Et il reste qu'il y a en Afrique des problèmes qui ne seront jamais réglés par les marchés financiers internationaux. Ce sont les problèmes de l'extrême pauvreté, ce sont les problèmes des investissements à faire, précisément, pour le développement rural, pour amener l'eau là où elle n'arrive pas, pour la santé maternelle et infantile, pour l'éducation primaire, pour toutes les situations de *post conflict*, c'est-à-dire dans tous les pays où la guerre a détruit toutes les structures : institutionnelles, politiques, financières. Là, il ne faut pas faire des prêts. Le don s'impose. Or le marché ne sait pas faire de dons. Il s'agit donc de réordonner les relations financières entre ce qui était autrefois le Nord et maintenant le Sud pour répondre effectivement à ses besoins et en profitant de cette conjoncture nouvelle pour accélérer un développement réellement soutenable. Il s'agit de profit du fait qu'il y a d'énormes investissements chinois, indiens en Afrique, parce que la rapidité de leur développement exige des approvisionnements en matières premières, la maîtrise des ressources de matières premières, et la recherche et la maîtrise des sources d'approvisionnement non seulement pétrolières mais dans tous les domaines : métaux, agriculture, etc. Ce changement de paradigme ne s'opère pas dans un esprit de partenariat. C'est plutôt un nouveau mercantilisme sous sa forme la plus brutale et la moins transparente qui est en train de prévaloir. Il est évident que nul ne peut s'en satisfaire. Il faut au contraire rechercher les modalités d'un partenariat tripartite où non seulement le G8 et le Sud travaillent main dans la main en vue du développement, mais en trouvant les formules permettant d'y associer Chinois et Indiens, en essayant de leur faire partager tout ce

---

<sup>1</sup> Sigle anglais pour : « Nouveau partenariat économique pour l'Afrique ».

que nous avons appris en tant d'années de recherches pour transformer le développement industriel en développement humain.

Il y a là pour la communauté mondiale un problème-clé qui devrait être abordé sans tarder.

Faire face à nos responsabilités pour le développement, c'est aussi, enfin, assumer entièrement son lien étroit avec les politiques d'immigration. Une conscience éclairée par la Doctrine sociale de l'Eglise se trouvera ici le plus souvent à contre-courant du politiquement correct dans nos sociétés.

Il est d'usage dans nos sociétés de solliciter les générosités pour le Tiers monde, et les chrétiens veulent ici être aux premiers rangs. Il est également impérieux pour des consciences chrétiennes de militer pour la dignité de la personne humaine à tous les stades de sa vie, de combattre pour défendre la famille contre toutes les agressions subreptices dont elle est l'objet et pour l'intégration humaine des immigrés dans nos sociétés à commencer - et je sais que je ne suis pas politiquement correct à proclamer cela - par l'ouverture au regroupement familial. J'insiste, nous ne sommes pas légitimes à partir en croisade, bannières au vent, pour défendre la conception chrétienne de la famille si, dans le même élan, nous ne nous élevons pas contre les restrictions accrues et inhumaines opposées dans notre pays au regroupement familial sous quelques conditions de prudence, elles, parfaitement légitimes.

C'est là un des problèmes les plus difficiles de notre temps, la pierre de touche d'une mondialisation humanisée. Mais il nous faut y faire face et l'élargir progressivement pour le bien du Sud et du Nord vieillissant.

### **L'approche partenariale du changement climatique**

Nous abordons là un des problèmes les plus difficiles de notre temps : le test majeur de la capacité de la communauté mondiale d'apporter une réponse humaine et partenariale à un problème dont elle s'est trop longtemps détournée et qui constitue - pour reprendre les mots de Sir Nicholas Stern - « le plus grand échec du marché de l'histoire » puisqu'il conduit à une croissance dont nous savons maintenant que laissée à elle-même, elle s'autodétruit.

Problème majeur, en effet. Il ne s'agit pas d'un problème de plus à aborder parmi d'autres dont il faut reconnaître le caractère systémique, interagissant avec l'ensemble des problématiques majeures de notre temps. Pour la première fois, nous découvrons, avec ce degré d'évidence qu'un dérèglement majeur à l'œuvre depuis longtemps et

dont nous ignorions l'existence, pouvait venir à bout de la croissance globale et avoir des conséquences humaines épouvantables. Sans changements radicaux dans nos comportements, le réchauffement climatique pourrait étouffer la croissance mondiale. De plus, tout retard dans la prise en compte sérieuse de ces risques entraînerait à terme des conséquences désastreuses.

Agir sans tarder ne permettra pas de renverser la courbe du réchauffement climatique. Le réchauffement climatique va s'accroître. Simplement, ce que l'on sait, c'est que si l'on ne fait rien, d'ici 2100 le réchauffement climatique sera de l'ordre de 5°. Si l'on agit tout de suite vigoureusement, on pourra le limiter entre 2,5 et 3°. Cette différence entre 2,5 et 5 degrés a une portée immense, celle qui sépare le gérable de l'intolérable, pourrait-on dire. Si l'on agit tout de suite énergiquement, en y consacrant environ 1 % de notre PIB, la perte de croissance demeurera supportable. Si l'on retarde de vingt ans le lancement de ces efforts d'adaptation, ce ne sera plus 1 point de notre PIB que nous perdrons, mais 5 ou plus ! Certaines évaluations sont même beaucoup plus pessimistes. Nous sommes donc en face d'un choix d'immense portée.

Or, il nous faut le reconnaître, ces différences de température aux conséquences phénoménales sont causées par nos comportements à nous, gens du Nord, mais elles seront subies, pour l'essentiel, par le Sud. Ces changements s'opéreront, en effet, à travers le cycle de l'eau, entraînant au Sud des précipitations beaucoup plus fortes mais moins fréquentes. Les conséquences que ceci pourra avoir sur les conditions agricoles en particulier des régions arides d'Afrique et de quelques autres parties du monde sont telles que les chercheurs du GIEC - à qui l'on a décerné le Prix Nobel cette année -, affirment que les migrations provoquées par ces conséquences climatiques pourraient affecter de 75 à 200 millions de personnes entre 2050 et 2100.

150 à 200 millions de « migrants climatiques ». Ceci menace d'être un des traits les plus inacceptables de l'homme du XXI<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui, nous connaissons les radeaux à la dérive autour des Canaries ou de Lampedusa. Demain, un nouveau phénomène s'amorcera, celui de l'exode des gens qui quitteront les régions sahéliennes pour aller sur les côtes d'Afrique accroître les phénomènes d'urbanisation incontrôlés que nous connaissons aujourd'hui. Les migrations et les désordres ne s'arrêteront pas là, évidemment. Je passe sur les zones littorales, les deltas en particulier ; je passe sur les îles qui sont

à peine au niveau de la mer et qui disparaîtront sous l'eau suite à la fonte des glaciers polaires.

La communauté mondiale est aujourd'hui confrontée, à côté du devoir de promouvoir le développement des pays les plus pauvres, à celui de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. Il faut aller vers le « zéro carbone » et contribuer à l'adaptation des pays pauvres qui, même si l'on arrive à réduire à 2 à 3 degrés le réchauffement climatique auront à adapter leurs modes de production et de vie aux conséquences de ce phénomène.

Ces changements vont requérir un énorme effort pour parvenir d'abord à un consensus mondial sur que faire et comment ? Il est clair qu'étant responsable de ce réchauffement climatique, le Nord devra prendre une part plus que proportionnelle à la lutte contre ce réchauffement, tout en acceptant que les pays du sud, eux, accroissent, même s'ils le modèrent le plus possible, leur propre contribution au réchauffement, à ce stade-ci de leur développement. Tout le monde sait en effet que la Chine, en particulier, ne peut régler son problème énergétique immédiat qu'en utilisant dans des proportions importantes ses gisements de charbon. Ceci confère une extrême importance aux recherches de nouvelles technologies de séquestration du carbone, lorsqu'on doit utiliser le charbon pour la production de l'électricité.

Tout ceci implique de difficiles négociations internationales. Tout ceci implique, pour que ces négociations réussissent, que le Nord accepte de payer une part plus que proportionnelle à l'effort d'adaptation. Ces négociations butent sur la difficulté de calculer le prix que le Nord devrait payer pour ses errements passés et sa sur-contribution au réchauffement climatique. Cela peut se calculer compte tenu du fait qu'il y a maintenant un prix de marché pour le carbone qui est autour de 60 dollars la tonne. Il est très frappant de voir que l'on arrive à un prix de 4,6 trillions de dollars pour les émissions intervenues - du fait du Nord - entre la révolution industrielle et aujourd'hui.

C'est quatre fois le PIB actuel de l'Afrique et 12 % de celui de l'OCDE. Comment nous acquitter de cette dette ? Certains scientifiques imaginent d'instituer un système de rente perpétuelle par lequel l'OCDE accepterait de payer, pendant une très longue période, chaque année, une contribution significative à l'effort d'adaptation des pays les plus pauvres. Les chiffres auxquels on parviendrait ainsi seraient alors davantage à notre portée. La somme nécessaire, en effet, pour compenser nos émissions du passé serait de l'ordre de 0,5 % de notre PIB. Nous sommes là dans l'ordre de

grandeur de ce qui est notre contribution à l'aide publique au développement. Cela signifie que nous devrions au moins doubler notre effort actuel, performance que certains pays nordiques réalisent ou approchent déjà. Cela nous donne une idée de l'ordre de grandeur de l'effort nécessaire. Il implique, sans aucun doute, un sursaut sans précédent de solidarité internationale.

Il est clair qu'il n'a de chance de se réaliser que si nous nous donnons pour cela les institutions mondiales susceptibles de le susciter et de l'orchestrer. Ceci nous amène sur les instruments d'une gouvernance mondiale pour notre temps.

### **Responsabilité, développement et gouvernance**

Ce qui définit les premières années du XXI<sup>e</sup> siècle, c'est le surgissement continu de problèmes de dimension mondiale qui outrepassent les frontières de l'Etat nation : tel est le cas des crises financière et climatique que nous venons d'évoquer, mais le SIDA, la criminalité en sont aussi des exemples parmi bien d'autres.

De quoi disposons-nous pour y faire face ?

- de l'archipel insuffisamment coordonné de l'Organisation des Nations unies créée il y a cinquante ans lors des conférences de San Francisco et de Bretton Woods en fonction des besoins de l'époque, par les vainqueurs de la seconde guerre mondiale ;
- de la coopération entre États, jaloux d'une souveraineté dont se jouent les nouveaux fléaux qui frappent un monde globalisé et qui ont pour caractéristiques communes d'ignorer les frontières nationales.

L'insuffisance de l'organisation internationale, la manière dont elle est gérée par les gouvernements contribuent à la montée continue des menaces. Dire cela ne signifie pas qu'on juge négligeable ce que font à l'heure actuelle, avec les moyens du bord, les institutions bilatérales ou multilatérales. Mais nous sentons bien qu'on pourrait faire beaucoup mieux. Humaniser la mondialisation, c'est donc aussi créer un cadre institutionnel qui nous permettrait de mieux nous protéger des risques collectifs à l'échelle de la planète. C'est évidemment à ce niveau que doit surtout s'exercer notre responsabilité de l'universel. Ce cadre est plus que jamais nécessaire pour prendre une vue plus claire de notre destin commun, en débattre démocratiquement et parvenir à des décisions d'application universelle guidées par le sens d'un bien commun mondial.

Tout cela appelle des institutions qui facilitent une réflexion en commun, lorsqu'il le faut, au niveau le plus élevé, et qui soient capables, chaque fois que c'est nécessaire, de faire adopter

et de suivre des stratégies mondialisées. Un effort d'imagination s'impose pour définir les institutions qui serviraient au mieux le bien commun mondial ou, à tout le moins, pour apporter aux institutions existantes les réformes nécessaires et qu'elles réclament d'ailleurs elles-mêmes depuis longtemps.

Nous sentons bien que l'évocation de ces nouveaux champs de responsabilités inquiète une opinion publique qui craint la mise en place subreptice de nouvelles organisations babéliennes aux pouvoirs tentaculaires. Ce risque peut et doit être conjuré. Une nouvelle architecture mondiale doit s'attacher à limiter les nouvelles compétences centrales au strict minimum indispensable et à conjuguer l'exercice de la subsidiarité avec celui d'une citoyenneté plus vivante et responsable à tous les niveaux de l'organisation mondiale : du plus décentralisé, nos villes et villages, jusqu'à la nation, l'organisation régionale - telle que l'Europe - et le niveau mondial. Comment faire ?

En un mot, il nous faut corriger les lacunes constatées dans l'organisation établie il y a cinquante ans. Trois grands problèmes au moins n'avaient pas été perçus à l'époque : l'environnement, les risques créés par la tendance croissante à la monopolisation transfrontière, celui enfin des migrations. Il est clair que la communauté mondiale doit maintenant se doter des moyens de mieux les traiter. Chacun comprendra que nous demandions, par exemple, que le monde se dote d'une institution qui prenne en charge avec toute la crédibilité nécessaire le problème de l'environnement. Parmi tous les périls qui nous assaillent, il est celui qui ignore le plus les frontières nationales. Seule une organisation mondiale - dotée de moyens humains et financiers nécessaires et jouissant d'une autorité comparable à celle des institutions de Bretton Woods - pourrait être à la hauteur de la tâche. Elle serait capable de porter un diagnostic technique aussi incontestable que possible sur le problème, puis de proposer et de faire adopter des stratégies mondiales dont elle suivrait la mise en place. Il nous faut une organisation mondiale si nous voulons parvenir à un accord et le gérer dans un consensus facilité par l'objectivité d'une institution mondiale légitime.

Le premier devoir des gouvernements à l'égard des grandes institutions mondiales est d'abord, bien sûr, de ne pas leur ménager le soutien nécessaire. A fortiori ils devraient s'abstenir de les utiliser comme boucs émissaires de leurs propres échecs, ainsi qu'ils ont tendance à le faire. Ils devraient également les aider dans leur adaptation continue. C'est le cas aujourd'hui du Fonds monétaire international qui devrait être invité à

reprandre et à mener à leur terme les réformes lancées dans les années 90 et qui auraient permis peut-être d'éviter la crise financière que nous connaissons. Il faudrait faire en sorte aussi que toutes les institutions spécialisées reflètent de manière aussi exacte que possible dans leur capital et leurs structures de gouvernance, le nouvel état du monde et en particulier la montée des pays émergents. Ce n'est que rendues ainsi plus légitimes qu'elles pourront prendre les mesures d'application mondiale nécessaires.

Il faut également affronter le problème de la coordination des institutions internationales au niveau le plus élevé pour que de vraies stratégies mondiales puissent être mises en place. Nous manquons d'une structure d'arbitrage politique entre elles pour des problèmes relevant d'institutions différentes. Parmi ces problèmes, citons par exemple la fameuse « clause sociale » des négociations commerciales qui relève à la fois de l'OIT et de l'OMC.

Pour cette nécessaire coordination, une suggestion a été faite, qui n'est guère éloignée du projet de Conseil de sécurité économique proposé jadis par Jacques Delors. Elle consisterait à compléter le sommet du G8 par une réunion des chefs d'État et de gouvernement des vingt-quatre pays représentés aux conseils d'administration du FMI et de la Banque mondiale, en présence des dirigeants des principales organisations mondiales et du secrétaire général de l'ONU. Cela permettrait d'opérer une coordination des stratégies dont ces organisations ont la charge. On établirait du même coup un lien fort entre ces institutions et les représentants les plus légitimes de la communauté mondiale. Ici aussi, le concept est simple : le G8 ne peut définir de stratégie mondiale que si le reste du monde participe à la décision. Hélas, pour l'instant, l'idée est encore accueillie avec scepticisme, et elle suscite bien des réticences dans les bureaucraties nationales. Aucune alternative crédible n'a pourtant été proposée. Ce ne serait pourtant qu'un premier pas modeste pour prendre le mouvement en marche.

Je m'arrête là. Considérez que ceci n'est que très grossier et très préliminaire, mais je voulais appeler votre attention sur tous ces changements qui sont en cours, sur ces changements d'une part du visage du monde et sur les formidables problèmes que nous avons devant nous et qui ne pourront être réglés si nous ne nous dotons pas d'une gouvernance mondiale à la hauteur des enjeux. Il y faudra aussi - comment en douter ? - un énorme effort d'information et d'éducation de tous ceux qui contribuent à la formation de la conscience collective : médias et dirigeants,

animateurs d'association, responsables religieux  
et tant d'autres.

Je sais depuis fort longtemps que telle est votre  
ambition.

## ÉCHANGE DE VUES

**Hervé L'Huillier :** Une question à propos du commerce des armes, on n'en parle pas beaucoup.

La guerre d'Irak, actuellement, aurait coûté 2 000 milliards de dollars, selon certaines estimations aux États-Unis, c'est-à-dire à peu près deux fois le PIB de l'Afrique, pour donner des ordres de grandeur.

Aujourd'hui la Chine vend des armes un peu partout, au Soudan par exemple, pour des montants considérables.

Est-ce qu'il n'y aurait pas un effort à faire dans ce domaine, parce que l'industrie – cette industrie - contribue considérablement au réchauffement non seulement des esprits mais à celui de la planète.

**Michel Camdessus :** Vous avez évidemment totalement raison.

N'oublions pas, par-dessus le marché, que plus de 90 % des armes vendues dans le monde le sont par les pays du G8, Russie y compris. Donc ceux qui prétendent gouverner le monde ont là une occasion parfaite de mettre leurs actes en accord avec leurs principes.

Il faut constamment revenir sur ce chantier. Il y a plusieurs grands dossiers qui restent sur la table de la communauté internationale à ce sujet. Pas seulement d'ailleurs le contrôle des ventes d'armes lourdes parce que ce ne sont pas finalement les plus dangereuses pour la paix, mais les kalachnikovs qui coûtent moins de 100 \$ sur le marché de Nairobi. Et le contrôle des petites armes, c'est beaucoup plus compliqué et beaucoup plus difficile. On n'a pas encore réussi à signer une convention aux Nations Unies sur le contrôle du commerce des armes légères. C'est néanmoins un sujet absolument majeur. Il y a là évidemment un grand chantier pour l'éducation politique responsable de nos concitoyens et de nos dirigeants.

Et croyez-moi, si vous allez parler de ça dans une de nos villes de France, Tarbes, par exemple, que je connais bien, ou Châtellerauld qui se sont développées sur l'industrie des armes, sachez que votre popularité ne gagnera pas un grand nombre de points.

**Maurice Blin :** Une question qui est ni philosophique ni théorique mais très pratique.

Vous avez fréquenté longtemps les États-Unis et beaucoup d'autres pays. Compte tenu de la crise qui nous traverse et qui va s'aggraver en intensité et en durée, compte tenu également du fait que l'humanité n'a jusqu'à aujourd'hui jamais eu à traiter, comme vous le faites c'est-à-dire

globalement, un problème lui aussi d'une telle gravité.

Pouvez-vous dire ce qu'il en est des États-Unis qui s'en rendent mal compte car cela demande à un pays puissant et trop sûr de lui, un effort considérable.

Tant que les États-Unis ne mesureront à sa vraie dimension l'un des danger que constitue le développement non contrôlé, on n'a peu de chance de voir progresser l'Europe fatiguée, vieillie et seule de la planète.

Qu'en pensez-vous ?

**Michel Camdessus :** Monsieur le Sénateur, vous avez raison, évidemment, de soulever ce point.

Quand les États-Unis ne ratifient pas le protocole de Kyoto, on n'est guère avancé vers un grand accord mondial.

Néanmoins, les Américains sont capables de remises en cause. Ils sont plus pragmatiques, moins idéologues que nous et ils sont capables de changements de pied. On l'a vu dans nombre de circonstances. Vous verrez qu'ils vont changer de pied sur le climat. Ils ont - j'ouvre une petite parenthèse sur le climat - une position qui n'est pas simplement de pur égoïsme. Les États-Unis, le Canada, la Russie sont dans la bonne zone géographique de l'hémisphère nord. Ils sont parmi les pays qui bénéficieront plutôt du changement climatique qu'ils n'en souffriront. Et donc il leur est encore plus difficile de faire la conversion nécessaire qu'elle ne l'est à nous.

Ils savent qu'il faut le faire. Ils ajoutent ceci qui n'est pas négligeable : « Laissez-nous continuer nos progrès technologiques et vous allez voir que nous allons vous faire des usines électriques au charbon avec séquestration absolue du carbone ! Vous allez voir qu'on va vous faire des dispositifs voltaïques fabuleux qui permettront de faire du solaire dans des conditions qui, aujourd'hui, ne seraient pas imaginables, et de prix et de lieux. » Ils ont donc des différences d'approche par rapport aux nôtres. Ils ont beaucoup plus de confiance dans les progrès technologiques que nous ; et ils ont de bonnes raisons pour cela.

Je crois qu'il faut combiner les deux approches. Il faut évidemment des règles de régulation mondiale et il faut faire tout ce que nous pouvons pour faire avancer la technologie, en particulier dans les pays les plus pauvres.

J'y reviens. Les positions américaines pourront évoluer, mais ils y seront d'autant plus enclins si nous-mêmes nous nous remettons en cause et si

nous-mêmes - entre Européens évidemment parce qu'une nation isolée n'a pas grande influence en ce domaine - nous sommes capables d'aller de l'avant même s'ils ne suivent pas. À ce moment-là, ils suivront. Je crois que c'est un peu comme cela que le problème se pose. Si vous suivez les débats du Congrès en particulier, vous verrez que les esprits évoluent. Si vous suivez la campagne actuelle, les prises de position en Californie, les prises de position de M. Obama, de Mme Clinton, vous verrez que les discours de M. Al Gore ont eu une influence importante sur l'opinion politique américaine. Tout espoir n'est donc pas perdu, mais à condition que nous aussi, nous changions.

**Rémi Sentis :** À propos de la lutte contre réchauffement climatique, il y a une difficulté concernant le problème énergétique, à moyen terme, disons à l'échéance de cinquante ans.

En effet, si l'on veut préserver un certain développement économique tout en diminuant la consommation d'hydro-carbures, il me semble qu'il n'y a pas beaucoup d'autres solutions que l'électronucléaire. Or, sur la nécessité du développement du nucléaire, en Europe, les opinions publiques et les gouvernements sont loin d'être tous d'accord. Même en France, les gens ne savent pas qu'il y a environ 40 % de l'énergie primaire consommée dans notre pays qui est d'origine électronucléaire.

**Michel Camdessus :** Vous avez tout à fait raison en ce qui concerne la situation en France et en ce qui concerne le nucléaire dans le futur.

Nos dirigeants politiques en Europe ne sont pas très courageux à cet égard dans la mesure où ils savent qu'il n'y a pas d'autre solution que le nucléaire, même si l'on fait tous les efforts possibles pour développer les autres sources non carbonées. Il est évident que nous devons faire, pour des raisons économiques partout en Europe et dans les pays les plus pauvres, tout le possible pour avancer dans toutes les technologies de type solaire, etc. Mais on ne fera pas l'économie d'une relance du nucléaire.

Ce qui est très frappant, c'est qu'en France on n'en parle pas, mais qu'on sait très bien qu'on va le faire, qu'il faut continuer à le faire. Et l'opinion publique s'y est à peu près résignée, même s'il y aura toujours des hurlements ici ou là.

L'évolution actuelle en Allemagne est très intéressante. Mme Merkel est liée par l'accord de coalition, mais tous les spécialistes allemands vous disent qu'en effet, il faudra bien trouver le biais pour avancer vers le nucléaire en intensifiant

parallèlement tous les travaux en ce qui concerne le traitement des résidus, etc.

Au plan technologique, me dit-on, les questions sont plus difficiles encore à ce stade-ci, mais vous êtes certainement plus compétents que moi concernant le problème des séquestrations du carbone, en particulier lorsqu'on utilise le charbon. Mais là aussi, n'y a-t-il pas des prototypes qui commencent à être très prometteurs ? Je n'en sais pas assez pour me prononcer là-dessus.

**Hervé L'Huillier :** Le transport de l'énergie électrique occasionne des pertes considérables. Et je pose ce problème un peu plus technique qui est celui de la régionalisation. C'est-à-dire faire en sorte que des régions puissent disposer localement de la totalité des ressources dont elles ont besoin. Il faudrait alors se tourner vers le développement du solaire, de l'électronucléaire, qui vont permettre de résoudre les problèmes des énergies sur place. Et à mon avis, de ce côté-là, il y a des efforts à faire : limiter les transports, limiter les dépendances qui sont facteurs de conflits, etc.

**Michel Camdessus :** C'est un changement de modèle de civilisation. Mais on y sera très certainement contraint et autant s'y préparer.

**Le Président :** Il est sain que nous puissions, au sein de cette Académie, évoquer des sujets qui ne soient pas forcément politiquement corrects. Nous parlons de nucléaire, de l'avenir de cette source d'énergie ; nous évoquons un changement de civilisation... C'est une belle façon de manifester que nous sommes là pour réfléchir et pour avancer ensemble.

Il se trouve que je me suis beaucoup intéressé aux problématiques qui tournent autour de la famille et que j'ai souvent été sollicité pour traiter des relations entre famille et économie. J'ai donc beaucoup apprécié de me sentir en communion avec vous sur un sujet que je n'avais jamais entendu aborder comme vous l'avez fait si ce n'est à l'occasion des modestes contributions que j'ai pu faire. Effectivement, vous avez dit que lorsqu'on défend la famille et à partir du moment, à tort ou à raison, où il y a des immigrés sur le territoire, on ne peut pas être contre le regroupement familial. Nous avons bien compris qu'il ne s'agit pas de porter une appréciation sur la justification de l'immigration de même qu'il faudrait sans doute aujourd'hui bien préciser de quelle famille il s'agit. Mais il est important de souligner ce souci de contribuer à la cohésion familiale ; je vous remercie de l'avoir rappelé.

*Séance du 10 avril 2008*